Les nouveaux partis politiques

Note sur le processus de recomposition du système politique égyptien

Alain Roussillon

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/1683>

DOI : 10.4000/ema.1683

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 1990

Pagination : 123-142

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Alain Roussillon, « Les nouveaux partis politiques », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 2 | 1990, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/1683> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.1683>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

Les nouveaux partis politiques

Note sur le processus de recomposition du système politique égyptien

Alain Roussillon

- 1 La conjonction de la déclaration d'inconstitutionnalité de la loi électorale sur la base de laquelle avait été élue, en avril 1986, la présente Assemblée du Peuple (cf. dossier RPE n° 26, 1^{er} trim. 1987) et de l'autorisation, par la Haute Cour administrative, de trois nouveaux partis – Parti de la Jeune Égypte (Misr al-Fatât), Parti égyptien des Verts (Al-Khudr al-Masri), Parti Unioniste Démocratique (Al-Hizb al-Ittihâdi al-Dimuqrâti) –, assortie d'un renouvellement de l'interdiction qui pèse sur les Nassériens et les Frères musulmans, pose avec une singulière acuité la question du fonctionnement (des dysfonctionnements) du système politique égyptien. Dans le cas de la loi électorale, la question est celle de la façon dont le régime du président Hosni Moubarak s'y prend pour gérer et entretenir sa propre légitimité institutionnelle et politique dans un contexte caractérisé tout à la fois par la poursuite et la consolidation des options libérales, favorables à un élargissement de l'expression politique, et par la très faible participation politique des masses égyptiennes¹. Les « bricolages » dont fait l'objet la loi électorale témoignent ici des hésitations du pouvoir quand aux modalités de la participation politique ; beaucoup plus qu'une majorité, ce qui est ici en question, ce sont les modalités de l'élection d'une opposition.
- 2 Dans le cas de l'autorisation des nouveaux partis, l'enjeu de l'arbitrage rendu par la magistrature égyptienne concerne la recomposition des lignes de partage, non pas tant entre une « majorité » et une « opposition » qu'entre un champ politique « officiel », « formel », « institutionnel », et un champ politique « informel », « souterrain », « limbes politiques » où se trouvent relégués – mais c'est peut-être là, en fait, que se joue ce qui compte vraiment – les exclus de la politique égyptienne officielle : islamistes, nassériens et communistes. L'on connaît les « péripéties » au travers desquelles s'est mis en place, dans la seconde moitié des années 1970, au lendemain de l'adoption de la politique dite de l'Infitah, un système politique multipartite, créé de toutes pièces sur les débris de la défunte Union Socialiste Arabe dont le démantèlement constituait l'une des modalités essentielles de la consolidation du nouveau régime. D'abord constitués en « tribunes » (1977), puis en partis politiques

indépendants (à partir de 1978), une « droite » (le Parti Libéral), un « centre » (le Parti du Travail) et une « gauche » (le Parti du Rassemblement) étaient autorisés à voir le jour. Quant au Parti Égypte, par la suite Parti National Démocratique, il s'identifiait purement et simplement à la majorité, détenteur exclusif de la légitimité à exercer non pas tant « le » pouvoir que « du » pouvoir, en tant que parti du président et héritier des acquis de la révolution de 1952 purgée des erreurs « personnelles » de son précédent leader. Avec la reconstitution du Parti Wafd et la réémergence du Parti Al-Umma, obtenues en 1978 par décision de justice contre les tentatives de blocage de la Commission des partis (cf. *infra*) et de l'exécutif, en la personne du président Sadate lui-même, la scène politique égyptienne « officielle » acquiert les contours qui seront les siens jusqu'en mai 1990, date à laquelle une nouvelle décision de justice viendra mettre un terme à dix ans d'immobilisme imposé par l'*establishment* politique qui, tout en tolérant, sous diverses formes ⁽²⁾, les activités des exclus du champ politique « formel », leur interdit de se doter d'une existence partisane autonome.

- 3 On peut trouver sous la plume de Zakariya Nil, dans *Al-Ahrâm*, une expression significative de ce qui constitue, sinon la préoccupation majeure, du moins le principal argument opposé par l'*establishment* majoritaire à une multiplication « anarchique » des partis politiques :

« Autant je crois en la liberté en matière de pensée et d'opinion, de critique et d'opposition, autant je crois au bien-fondé du multipartisme en tant que facteur d'éveil de la société et de ses membres, autant je m'oppose à une extension indéfinie de ce multipartisme qui autoriserait n'importe quel quidam disposant de trente parents ou alliés à fonder un parti et à le doter de toutes pièces d'un programme différent de celui des autres partis existants, ce qui suffirait à lui garantir, ipso facto, la légitimité constitutionnelle. Après quelques années, nous battrions, à Dieu ne plaise, le record parmi les peuples du monde entier pour ce qui concerne le nombre de partis. Avec l'élargissement de la scène politique, viendrait ce jour où n'importe quel chômeur pourrait tenter de jouer un rôle sur la scène des surenchères politiques et sociales, multipliant à l'infini les identités partisans et plongeant la société dans une crise morale encore plus compliquée que la crise de la dette, qui nous menace de destruction si nous persévérons sur la voie qui est la nôtre, où il suffit de se payer de mots alors même que chacun hurle à la trahison des mots, à la vanité des théories et à l'inutilité des arguments et des débats contradictoires.

Quiconque ne voit pas que l'excès de multipartisme va tendre à élargir les réseaux extrémistes dans notre société épuisée, à susciter des conflits de générations, fait preuve d'aveuglement politique par rapport à la réalité des transformations en cours. Nous nous déchirons mentalement et spirituellement tous les jours à l'ombre de six partis qui ont semé les graines de la suspicion sur tout ce qui nous entoure, de sorte que la parole s'est trouvée dépourvue de toute sacralité, de même que les promesses et les engagements pris. Il est vrai que le pluralisme politique nous a fourni une vitrine démocratique que nos frères peuvent célébrer et envier. Il est vrai que le pluralisme s'est révélé une arme pour frapper la corruption et ses manifestations. Mais il est vrai aussi que les réseaux d'intérêts opposés à toute réforme trouveront à proliférer à l'abri des slogans creux et qu'ouvrir sans contrôle les portes du pluralisme partisan, dans un pays affaibli comme le nôtre, laissera le champ libre aux interventions extérieures et à la surenchère interne, mettant en péril la structure sociale et notre existence nationale elle-même ».³

- 4 Il s'agit là d'une formulation émanant de la majorité gouvernementale, expression de la crainte du PND et de ses dirigeants de voir se déliter leur emprise quasi-exclusive sur la représentation parlementaire et les postes d'autorité. Mais l'opposition « officielle » n'est pas moins attentive au risque de déperdition de sa propre légitimité. C'est

Ibrahim Chukri lui-même, leader historique du Parti du Travail et qui fut secrétaire général du Parti de la Jeune Égypte au moment de sa dissolution, qui intente une action devant la commission des partis contre la reconstitution de celui-ci, au nom « de considérations aussi bien politiques que juridiques qui font du Parti du Travail le prolongement naturel du mouvement de la Jeune Égypte, ce qui est attesté non seulement dans la conscience des masses mais aussi par des documents officiels, juridiques et constitutionnels. D'où il résulte que l'appropriation par certains de la dénomination "Jeune Égypte" est de nature à causer un tort considérable au Parti du Travail, dans la mesure où ce nom et la réputation qui s'y attache, tout comme les symboles et les personnalités dont il se réclame, lui viennent en droite ligne de la Jeune Égypte. » ⁴

- 5 L'inquiétude d'Ibrahim Chukri apparaît d'autant plus justifiée qu'il a plus de mal à retenir la composante « laïque », socialiste, de son parti, opposée à son alliance stratégique avec les Frères musulmans et attachée à maintenir l'identité « progressiste » du parti, et qui constitue précisément le courant qui s'enracine dans la Jeune Égypte.
- 6 Les modalités mêmes de la constitution du Wafd et d'Al-Umma, en 1978, et celle des Verts, de la Jeune Égypte et du Parti Unioniste Démocratique en mai 1990, opposant la Commission des partis et la magistrature égyptienne – et les interdictions (les non autorisations) opposées et maintenues pour les autres candidats à l'existence partisane – pose de façon urgente – on pourrait dire « en catastrophe », compte tenu de la proximité de nouvelles échéances électorales – la question du mode de dévolution de la légitimité politique, et tend à remettre de plus en plus clairement en question la loi sur les partis de 1977 qui apparaît aujourd'hui comme largement caduque, et en particulier l'existence même de la Commission des partis. Créée en 1977 par la loi même instituant les partis politiques, cette Commission est l'instance par laquelle l'Union Socialiste Arabe se survit à elle-même au profit du parti majoritaire, au nom d'une mission explicite qui est d'empêcher toute remise en cause de ce que la loi présente comme les acquis intangibles du mouvement de Juillet : l'unité nationale, la justice sociale, l'union des forces du peuple.
- 7 Composée de neuf membres – le président du Conseil constitutionnel, les ministres de la Justice, de l'Intérieur et des Affaires parlementaires, les autres étant nommés par le président de la République dans les rangs de la magistrature hors-cadre –, la Commission des partis a surtout joué le rôle de machine à interdire la création de toute nouvelle organisation politique. Depuis sa création, elle aura tenté de s'opposer à la création de plus d'une dizaine de partis : il s'agit, en plus du Wafd et d'Al-Umma déjà évoqués, du Parti de l'Avenir (Hizb al-Mustaqbal, libéral), du Parti de la Civilisation (Hizb al-Hadhâra), du Parti de l'Union des Forces Populaires (Tahâful Quwa al-Cha'b, nassérien), du Parti Républicain (Al-Hizb al-Jumhûri), du Parti Arabe Socialiste Nassérien (Al-Hizb al-'Arabi al-lchtirâki al-Nâsiri), du Parti Mondial Progressiste (Al-Hizb al-'Alamî al-Taqqadumi), du Parti de l'Éveil (Hizb al-Sahwa), du parti de la Jeune Égypte (Misr al-Fatât), du Parti Unioniste Démocratique (Al-Hizb al-Ittihâdi al-Dimuqrâti), du Parti Égyptien des Verts (Hizb al-Khudr al-Misr) et du Parti Socialiste Démocratique (Al-Hizb al-lshtirâki al-Dimûqrâti, nassérien).
- 8 Quant aux motifs invoqués par la Commission pour s'opposer à la création de ces partis, ils vont

« de la non-différenciation de leurs programmes par rapport à ceux des partis déjà existants à des considérations liées à la politique étrangère. Ainsi, dans la fin de non-recevoir opposée au Parti de l'Éveil, l'un des motifs invoqués est que ce parti accepte les contributions financières de ceux qu'il désigne comme "les frères à l'étranger". De la même façon, le rejet du Parti Unioniste Démocratique est motivé par le fait que celui-ci se présente comme la branche égyptienne d'un parti représenté également au Soudan, tout comme celui des nassériens est motivé par le rejet, par ceux-ci, des accords avec Israël. Dans d'autres cas, la Commission a invoqué la remise en cause, par les programmes de certains partis, des "acquis socialistes", comme ce fut le cas pour les Verts, qui se virent opposer leur appel à la liquidation progressive du secteur public, pour le Parti Unioniste, auquel on reprocha ses positions sur la gratuité de l'enseignement, ou pour le Parti de l'Éveil qui avait appelé à "ce qu'on laisse quiconque posséder ce qu'il veut". Un troisième type de motifs est d'ordre purement idéologique : ainsi des Nassériens, auxquels la commission reproche d'appeler à un "retour à la légitimité révolutionnaire, à l'adoption du socialisme scientifique et à la pensée totalitaire". Ainsi encore du Parti de l'Éveil qui se voit reprocher "d'opérer une distinction entre les citoyens sur la base de la religion", ou de s'être constitué sur des bases géographiques (Éveil, Unionistes). Citons enfin les motifs d'ordre organisationnel opposés, par exemple, au Parti des Verts parce qu'il ne comporte pas, parmi ses fondateurs, une proportion d'ouvriers et de paysans. » ⁵

9 'Amr Hâchim Rabî' souligne, dans *Al-Ahrâm*, les paradoxes de la ligne suivie par la Commission des partis pour empêcher tout élargissement de la légalité politique. Les membres de la Commission se placent alternativement sur des positions « socialistes » pour exclure des projets « libéraux » qu'ils jugent incompatibles avec les acquis réputés socialistes, et sur des positions « libérales » pour condamner le totalitarisme économique et idéologique des nassériens. Plus paradoxal encore, la Commission fait grief aux Verts d'options sur le secteur public qui deviendront, quelques mois plus tard, la philosophie officielle du gouvernement.

10 Le « bras de fer » entre la commission des partis et la magistrature témoigne, quoi qu'il en soit, de l'exacerbation des tensions entre les partisans d'une extension de « l'expérience démocratique égyptienne » – au premier rang desquels figurent les exclus de la participation politique « formelle » et ceux d'un maintien du *statut quo* – en même temps qu'il accuse ceux qui partagent le champ politique officiel :

« Parmi les neuf partis qui ont obtenu la reconnaissance de leur légitimité sur la scène politique égyptienne, cinq – le Wafd, Al-Umma, les Verts, Jeune Égypte et le Parti Unioniste Démocratique – l'ont fait par voie de décision de justice, tandis que les quatre autres – le PND, le Parti du Travail, les Libéraux et le Rassemblement – ont obtenu un visa officiel de la Commission des partis, conformément aux dispositions de la loi 40 de 1977. Ce qui signifie que la majorité des partis a vu le jour contre la volonté de cette commission, qui est devenue, il faut le reconnaître en toute franchise, le principal obstacle à l'épanouissement du mouvement démocratique – ce qui nous amène à nous interroger sur sa raison d'être même dans le climat de tolérance démocratique que nous vivons. Notons, par ailleurs que certains partis ont réussi à se doter d'une existence officielle et légale sans pour autant se constituer une base populaire effective, alors que d'autres courants, dont on ne saurait mettre en question l'effectivité populaire, ont échoué à obtenir l'autorisation de constituer un parti selon les procédures officielles, que ce soit en passant par ladite commission ou par décision de justice, à l'instar du courant nassérien dont la demande a été rejetée par le tribunal administratif. » ⁶

11 En fait, au moins autant que les autorisations qu'il accorde, ce sont les interdits que reconduit l'arrêt du tribunal administratif qui font question et constituent le principal

enjeu des recompositions en cours ⁷. D'une part, pour ce qui concerne les autorisations, le déplacement de la question du multipartisme du terrain proprement politique, où tentait de le maintenir la Commission des partis, au terrain juridique – déplacement qui n'est pas sans rappeler celui survenu à propos de la loi électorale – traduit le fait que c'est bien dorénavant la loi sur les partis elle-même qui est en question dans la mesure où les arrêts de la magistrature tendent à la vider en quelque sorte de sa substance – ainsi de la disposition sur la non-remise en cause des accords de Camp David, invalidée par la Haute Cour constitutionnelle ⁸. De l'autre, et par un significatif renversement de perspective, c'est bien sur le terrain proprement politique – et non plus juridique – que se situent les attendus des magistrats interdisant la constitution d'un parti nassérien, reprenant à leur compte les considérations de la Commission des partis selon lesquelles :

« Premièrement, le manifeste du parti, son programme et sa structure organisationnelle interne manifestent clairement qu'il s'agit d'une organisation fondée sur l'idée totalitaire et qui ne croit pas à la démocratie et au multipartisme, dans la mesure où il [le parti nassérien] considère que le nassérisme est la seule voie permettant aux peuples opprimés de se libérer des chaînes qui les entravent. En second lieu, le programme du parti est en contradiction avec la Constitution égyptienne dans la mesure où il appelle à un retour à la légitimité révolutionnaire qui justifie la légitimité de changements introduits par des voies autres que la voie constitutionnelle. Troisièmement, ce parti considère que la mise en œuvre d'une démocratie saine doit se limiter à la démocratie sociale et que la solution de la contradiction entre les intérêts des travailleurs et du capital national dépend de la capacité [du pouvoir] à priver la réaction de ses instruments d'action. » ⁹

- 12 Le « totalitarisme » des nassériens c'est ici, dans l'argumentaire de la Commission des partis comme dans les attendus des magistrats, la prétention supposée de ceux-ci à vouloir récupérer à leur bénéfice exclusif la légitimité fondatrice de la République égyptienne et à utiliser celle-ci contre leurs adversaires politiques dans une dialectique de la fidélité/trahison des objectifs « supérieurs » de la nation égyptienne. Tant Anwar al-Sadate, au moment même où il s'engageait dans le démantèlement des principaux « acquis » de l'« expérience » de son prédécesseur et mettait à l'écart – derrière des barreaux pour les principales figures de l'ancien régime – la vieille garde nassérienne, que Hosni Moubarak, à l'heure où la privatisation du secteur public est à l'ordre du jour, ont toujours affirmé que le « nassérisme » entendu de façon « métonymique » comme le projet même de la Révolution de 1952 était le bien commun de tous les Égyptiens et qu'il ne saurait être question, pas plus que pour la religion, de le laisser approprier, de façon en quelque sorte privative, par quelque force politique que ce soit. Ce dont prennent acte tant la Commission des partis que le tribunal administratif. En fait, ce que le régime de Hosni Moubarak, pas plus que celui de Sadate avant lui, ne peuvent tolérer, c'est de risquer de se voir remis en cause au nom de la légitimité même sur laquelle ils se fondent, ce qui vaut de la même façon pour les Nassériens dans leur revendication du « mythe fondateur » de la révolution de Juillet et pour les Frères musulmans dans leur revendication de la légitimité religieuse, alors que la charia a été promue par Sadate lui-même au rang de la « principale source de la législation ». Ajoutons, pour ce qui concerne les Nassériens et à titre de conjecture, que l'évolution du procès de l'organisation « Révolution d'Égypte », qui s'était illustrée en 1985-86 par la conduite de plusieurs opérations contre la présence israélienne et américaine en Égypte – procès dans lequel Khalid Abdel Nasser fait figure d'accusé « numéro deux » contre lequel la peine de mort a été requise – est de nature à inquiéter le pouvoir

égyptien : alors que les charges établies contre celui-ci semblent insuffisantes pour déboucher sur une condamnation, ce procès lui-même et les conditions de la comparution de Khalid ont rendu manifeste le « charisme » dont celui-ci dispose qui, s'il ne se traduit pas – encore ? – par une popularité politiquement significative – il n'a pas d'activité politique manifeste – semble faire de lui un possible rassembleur des différentes sensibilités nassériennes rivales – « vieille garde » et « jeunes nassériens » – dont les conflits et les excommunications réciproques font largement le jeu des adversaires de la constitution d'un parti nassérien.

- 13 Le maintien de l'interdit opposé aux nassériens et au Frères musulmans de constituer leur propre organisation ne laisse d'autre choix à ceux-ci que le rejet pur et simple de la loi, et se traduit par la convergence paradoxale des intérêts objectifs de ces deux courants et la division tactique du travail qui semble en passe de se mettre en place entre eux. D'une part, la revendication d'un Parti Nassérien prend la forme d'une revendication pour tous les courants politiques, et en premier lieu, pour les Frères musulmans, de la liberté de fonder leur parti : à la question « Que pensez-vous de l'intention annoncée par les Frères musulmans de fonder leur parti sans en référer à la Commission des partis ? Envisagez-vous la même démarche ? » Farîd 'Abd al-Hakîm, porte-parole du Parti Socialiste Nassérien, répond :

« Il appartient aux Frères d'annoncer la création de leur parti. Ceci est leur droit et ils peuvent l'exercer, quand bon leur semble et sous la forme qui leur convient dans la mesure où il s'agit d'un droit constitutionnel. Quant à nous, nous considérons que la démocratie est un tout qui ne se partage pas et nous ne nous sentirons véritablement dans un climat de liberté et de démocratie que le jour où chaque courant aura la possibilité de créer son parti sans dépendre pour cela de la volonté d'autrui. Et s'il se faisait qu'un Parti Nassérien puisse voir le jour sans entraves et sans pressions, nous n'aurions le sentiment de jouir pleinement de notre droit que si les autres courants bénéficient dans le même temps du même droit, de telle sorte que chacun puisse s'en remettre à l'arbitrage des gens entre leurs programmes et leurs principes. » ¹⁰

- 14 Comme en écho, la voix des Frères musulmans s'élève pour défendre le droit des Nassériens à constituer leur parti, comme ici celle de Muhammad 'Abd al-Quddus, représentant éminent et « consensuel » de l'association au sein du syndicat des journalistes :

« Sincères félicitations aux nouveaux partis qui ont vu le jour dans mon pays. Misr al-Fatât, les Verts et le Parti Unioniste Démocratique, même si je dois ajouter que j'ai été saisi de tristesse en constatant le maintien de l'opposition à la création du Parti Nassérien. Je diverge des Nassériens sur de très nombreux points fondamentaux, mais je défends avec force leur droit à l'expression et à créer un parti, dans la mesure où il s'agit là d'une position en faveur de la liberté et d'un droit légitime dont chacun doit pouvoir jouir. Quoi de plus beau que cette réponse de Voltaire à l'un de ses contradicteurs : "Je suis en désaccord sur toute la ligne sur ce que vous venez de dire mais je défendrais jusqu'à la mort votre droit à le dire." La raison fondamentale du refus opposé au Parti Nassérien réside dans cette très étrange loi sur les partis qui fait, en dernière analyse, du parti gouvernemental l'arbitre ultime dans la création d'autres partis politiques. » ¹¹

- 15 Sur le terrain de la contestation de la loi sur les partis, forts d'une représentation parlementaire conséquente, et sans doute de sympathies, occultes ou avouées, au sein de la magistrature – dont l'arrêt confirmant l'interdiction du parti nassérien illustre, à l'inverse, l'hostilité persistante à ce courant –, les Frères musulmans ont adopté une position en pointe qui vise à faire sauter le verrou que leur oppose la Commission des

partis, et en particulier la clause interdisant la constitution de tout parti sur des bases religieuses ou confessionnelles. Ainsi Ma'mun al-Hudaybi, principal porte-parole des Frères à l'Assemblée du Peuple, a-t-il fait part de l'intention de son organisation d'annoncer la création de son parti en court-circuitant en quelque sorte la Commission et en se fiant à la magistrature pour trancher contre toute interdiction qui pourrait être prononcée contre celui-ci :

« Pour qu'une véritable ouverture existe, la loi sur les partis doit être abrogée. Quelle ouverture y a-t-il quand c'est l'État, et non pas le peuple, qui autorise ou interdit la création de nouveaux partis ? [...] Comme je l'ai déclaré à de multiples reprises, et en particulier à l'Assemblée du Peuple, les études juridiques qui ont été réalisées par une équipe de spécialistes du Droit et d'avocats établissent que la loi sur les partis est de fait abrogée (*mansûkh*), globalement et dans ses parties, et qu'en tout état de cause de nombreuses conditions imposées par la Commission des partis pour accorder son autorisation ou dissoudre des partis existants sont d'ores et déjà caduques. Nous disons et répétons qu'à aucun moment il ne nous est venu à l'esprit de sortir de la légalité ou de nous opposer à l'autorité de l'État. Bien au contraire, [en annonçant la création de notre parti], nous nous appuyons sur une interprétation juridique solide, défendue par une équipe juridique compétente et nous nous en remettons à la justice. Nous préférierions que l'État accepte de répondre positivement à ce qui apparaît comme un sujet de consensus populaire. Que partagent d'ailleurs un certain nombre de membres parmi les plus éminents du PND et qui exige l'abrogation de la loi sur les partis et le rétablissement de la libre activité politique et du droit de constituer des associations politiques. Faute de quoi le mouvement démocratique et la vie politique dans notre pays resteront paralysés, incapable de refléter la réalité des courants en présence sur la scène politique égyptienne. » ¹²

- 16 Sans vouloir nous livrer à l'exercice hasardeux de la conjecture politico-électorale, on peut néanmoins s'interroger sur la façon dont s'articulent et interfèrent la question de la loi sur les partis et celle de la réforme de la loi électorale. Notons, d'emblée, que « le » problème constitutionnel que pose la loi électorale a précisément à voir avec la question des partis et de leur relation avec le mode de désignation de la représentation nationale :

« Le jugement prononcé par la Cour constitutionnelle [établissant l'inconstitutionnalité du mode d'élection de l'Assemblée du Peuple élue en 1986] est historique en ce qu'il établit celle-ci sur l'affirmation que le droit de vote et le droit d'être candidat sont deux droits politiques fondamentaux que la Constitution accorde à chacun et dont elle doit veiller à rendre possible l'exercice ; en assurant à chaque citoyen la possibilité de participer à la désignation de ses dirigeants et de ses représentants et assurer ainsi la défense des intérêts de la société. Le droit de vote et le droit d'être candidat constituent ainsi deux droits complémentaires, et l'absence de l'un d'entre eux rend impossible toute vie parlementaire authentique, de même que l'exercice de la souveraineté populaire est impossible si l'un de ces droits se trouve, d'une manière ou d'une autre, vidé de son contenu. Voici pourquoi ces deux droits sont indissociables de toute pratique véritablement démocratique de nature à garantir que la représentation parlementaire constitue bien l'expression authentique de la volonté populaire. » ¹³

- 17 En termes de pratique politique et en termes de stratégies et de tactiques politiciennes, la question posée est celle du mode de scrutin, et plus précisément celle du choix d'un scrutin de liste ou d'un scrutin nominal ou du panachage des deux. On est ici au cœur

même du paradoxe que présente le fonctionnement du système politique égyptien, paradoxe que l'on pourrait résumer en une série de propositions :

1. La constitution égyptienne, pour ce qui a trait à la participation politique, est clairement en faveur de l'approche individuelle, comme en attestent les décisions consécutives d'invalidation des parlements élus en 1984 et 1986, le premier au scrutin de liste intégral, le second sur la base d'un panachage du scrutin de liste et de candidatures « indépendantes », jugé à son tour par les magistrats incompatible avec l'exercice constitutionnel du droit individuel des électeurs à se présenter aux élections. Notons que cette « tendance » de la constitution égyptienne à favoriser la participation politique sur des bases individuelles fait partie de l'héritage de l'Union Socialiste Arabe où elle composait avec l'appartenance des candidats aux catégories pré-identifiées de la population égyptienne – ouvriers/paysans/fi'ât (tous ceux qui ne sont ni ouvriers ni paysans) – pour assurer une représentation adéquate de la volonté nationale.
 2. Le scrutin de liste constitue le mode d'existence politique, ou plus précisément parlementaire de partis politiques dépourvus de bases populaires et fonctionnant comme systèmes de notabilités. Depuis 1984, il a fourni aux partis officiels le moyen de canaliser les ressources électorales des exclus de la politique « officielle », en particulier celles du courant islamique, faisant de l'ambiguïté des appartenances politiques la formule même du fonctionnement du système.
 3. Le scrutin de liste constitue le principal instrument de marginalisation des partis politiques « de papier », comme les désigne la presse égyptienne : D'une part directement, en étant associé d'un pourcentage minimum de voix au-dessous duquel un parti se voit privé de représentation parlementaire, de l'autre indirectement, en écartant les partis incapables de présenter des listes à l'échelon national, ce qui risque fort d'être le cas des nouveaux partis autorisés.
- 18 On peut voir une confirmation significative de cette centralité de la question du scrutin par liste/individuel dans le fait que, réunis pour mettre au point les termes de leur participation au scrutin à venir, et alors même qu'ils ont pris l'initiative de proposer un projet de loi électorale soumis à la cour constitutionnelle ⁽¹⁴⁾, les dirigeants des partis d'opposition – étaient présents le Wafd, le Parti du Travail, le Rassemblement – ne semblent se préoccuper que des aspects liés à l'organisation et au contrôle des opérations électorales elles-mêmes, sans que la question politique du mode de scrutin soit abordée dans le projet de loi, ni même dans les comptes-rendus de cette réunion que donnent la presse de ces partis. En fait, c'est individuellement – on pourrait dire honteusement – que les partis d'opposition sont favorables au maintien du scrutin de liste, dans lequel ils voient le moyen de leur pérennité. Tout au plus réclament-ils l'abaissement du pourcentage des voix exigibles au niveau national de 8 à 5 ou à 4 % ¹⁵.
- 19 Peut-être faut-il voir, dans les enjeux liés au choix d'un mode de scrutin pour les élections à venir, l'un des éléments du marchandage entre le pouvoir égyptien et les « exclus » du champ politique officiel : un scrutin massivement nominal, dans le cadre d'élections « propres », pourrait être pour ses forces l'occasion de se compter et de prendre la mesure de leur assise sociale effective. Pour le pouvoir, il pourrait être l'occasion de définir les contours d'une majorité présidentielle alternative, tout à la fois à un PND gangrené par le système des prébendes et en panne d'idéologie, et aux « partis de papier ». La question des partis politiques se poserait dès lors de façon radicalement différente pour deux courants – les Frères musulmans et les Nassériens – qui, dotés, d'une part, de représentations parlementaires substantielles et n'ayant jamais, d'autre part, caché leur aversion profonde pour le système des partis,

pourraient être tentés de redéfinir sur d'autres bases que la démocratie parlementaire leur relation avec l'État.

L'itinéraire exemplaire d'un écologiste égyptien : entretien avec le fondateur du parti égyptien des Verts (October, 27 mai 1990)

20 Traduit de l'arabe par Alain Roussillon

21 Hasan Ragab est né en 1911. Diplômé de l'École d'ingénieur du Caire, section Électricité, en 1932, il obtient trois ans plus tard le diplôme de l'Institut supérieur de l'Électricité de Paris. En 1939, il s'engage comme ingénieur dans le génie militaire et, en 1942, est diplômé de première classe de l'École de l'État-major et nommé directeur du département de topologie militaire. En 1942, Hasan Ragab devient le premier attaché militaire de l'ambassade d'Égypte aux États-Unis avant d'être désigné en 1948 par le ministère de la Défense pour créer et diriger le Département de recherche sur les évolutions militaires. En 1956, il est le premier ambassadeur égyptien en Chine populaire. En 1962, il dirige l'Organisme pour la richesse aquatique. En 1968, il prend sa retraite pour se consacrer à l'Institut de recherche sur le Papyrus et au « Village pharaonique » qu'il a créé dans les environs du Caire.

October : Y avait-il une urgence particulière poussant à créer un parti pour les Verts, en Égypte, dans les circonstances actuelles ?

Hasan Ragab : Un certain nombre de considérations nous ont incités à hâter la création du parti des Verts, dont l'une des toutes premières était de nous associer à la recomposition de la scène des partis en Égypte et de contribuer de toutes nos forces à l'élargissement de l'expérience démocratique que nous vivons. Il existe en Égypte de nombreuses forces qui ont peur de s'approcher de l'action partisane et qui considèrent que l'expérience égyptienne des partis n'est qu'un simulacre qui ne contribue en rien à approfondir la pratique démocratique ni à mobiliser des forces vives de la nation, quelles que soient leurs origines, pour faire face aux défis de notre temps, défis auxquels nous sommes confrontés, ici en Égypte, de façon extrêmement aiguë. Ces forces tentent aujourd'hui de se trouver un rôle dans le processus des prises de décision qui engagent le destin collectif. Voilà pourquoi le parti des Verts a vu le jour. Voilà pourquoi nous avons enregistré plus de mille adhésions dès le premier mois de sa création.

O. : Il s'agit donc bien d'un parti politique, et non d'un parti concerné seulement par la défense de l'environnement ?

H. R. : La préservation d'un environnement propre, pur, sain, figure au nombre des objectifs prioritaires du parti des Verts. Mais le problème véritable auquel sont confrontés les gens partout sur la planète, depuis l'époque de Rome et de Byzance et jusqu'à nos jours, est de trouver une forme de gouvernement qui leur permette d'être associés à l'administration et de leurs propres affaires. Ce problème s'est posé en particulier de façon cruciale après les guerres : celle de Trente ans, les campagnes napoléoniennes, les deux guerres mondiales... À toutes ces périodes, l'aspiration se faisait jour, dans les sociétés humaines, d'un monde que gouverneraient l'amour, la paix, le respect de l'homme, un monde où l'environnement serait à nouveau propre,

tel que Dieu l'a créé. Voici pourquoi le slogan du parti des Verts se résume à trois mois : « Dieu. L'homme. Le milieu ».

O. : Il s'agit là d'un slogan politique. À l'époque de la monarchie, le slogan était « Dieu. La patrie. Le roi ». Au début de la période républicaine, ce fut « L'union. L'ordre. Le travail ». Le slogan de la révolution française était « Liberté. Égalité. Fraternité... » Quant à la Turquie de Mustafa Kemal Atatürk...

H. R. : Ces trois mots désignent la stratégie de l'action du parti des Verts. Nous croyons en Dieu, en Ses Livres et en Ses Envoyés. D'abord, nous croyons sans restriction que la charia islamique est la source fondamentale des lois de la nation. Ensuite, le parti des Verts considère que l'homme est la vérité première, qu'il précède la formation de sociétés organisées et que le premier de ses droits est celui qui affirme la priorité de construire un homme égyptien sain corporellement, psychologiquement et spirituellement. Il est du droit de l'homme égyptien de respirer un air pur, de manger une nourriture saine, de boire une eau saine. Il est de son droit de pratiquer des exercices physiques et intellectuels, dans un climat approprié. De jouir d'une protection sanitaire et de services sociaux. Tout cela étant de nature à approfondir son sentiment d'appartenance à la patrie tout en garantissant sa liberté individuelle, qu'elle soit politique ou économique. Quant à l'environnement, cela signifie, dans l'acception globale, de ce concept : l'environnement politique, économique et social de l'homme, ce qui veut dire que la protection du milieu et la promotion du développement sont les deux faces d'une même médaille. Pas de promotion du développement sans un environnement propre. Pas de développement sans un élément humain fort.

O. : L'un de nos principaux problèmes est précisément cet homme lui-même, ou plus précisément l'accroissement considérable de la population. Nous l'abordons, jusqu'à présent, en termes de contrôle des naissances...

H. R. : Le problème ne réside dans l'augmentation de la population que si on l'envisage d'un point de vue unilatéral : une galette de pain pour chacun, c'est à dire si on l'envisage du seul point de vue de la consommation. La solution réside dans la transformation de ces grands nombres – plus de 54 millions à l'heure actuelle – en une force productive. Voilà le véritable défi auquel nous confronte ce problème. De nombreuses mesures doivent être prises, à commencer par une redistribution de la population qui permettrait de réaliser un équilibre entre la vallée, le delta et le désert. L'urgence que nous dicte notre situation actuelle est de comprendre le désert, d'en apprendre les lois et de découvrir comment traiter avec lui. Le parti des Verts a d'ores et déjà des projets globaux pour la conquête du désert qui constitue notre seul espoir au problème de la croissance de la population.

O. : Jusqu'à ce qu'une telle conquête soit effective et que soit réalisée la bonification de ces terres, comment faire pour nourrir 54 millions de bouches qui ont le besoin le plus urgent de leur pain quotidien ?

H. R. : Il faut nous mettre d'accord sur une « théorie économique nationale » sur laquelle s'accorderait tout Égyptien, quelles que soient ses orientations politiques et ses opinions. Une telle théorie désignerait les bases sur lesquelles mettre en œuvre les efforts pour mobiliser toutes les capacités existantes au service de l'augmentation de la production. Ceci est la tâche des cadres du parti. Nous croyons qu'il n'y a pas de consommation sans production. C'est pourquoi nous pensons qu'il faut convaincre les gens de changer leurs modes de consommation. Nous sommes un peuple « consommateur » et il suffit, pour se convaincre que nous consommons beaucoup

plus que nos besoins réels, de jeter un coup d'oeil à ce que nous jetons [...] Ce n'est pas parce que nous avons changé nos unités de mesure pondérale, en passant de l'oqqa et du rati au kilo, que toutes les marchandises doivent dorénavant être acquises par kilo... Dans les pays avancés, il n'y a aucune honte à acheter une banane ou une orange ou un morceau de viande. La véritable honte, c'est d'acheter un kilo de viande et d'en jeter les trois quarts à la poubelle !

O. : Cela signifie se serrer encore une fois la ceinture ou orienter la consommation, ou, plus largement, se priver de bon nombre de produits alimentaires...

H. R. : Nous ne sommes pas et nous n'avons jamais été un peuple souffrant de privations. Qu'il suffise de rappeler à chaque citoyen que la proportion de perte dans la production agro-alimentaire a atteint, chez nous, environ 40 % de la production effective, ce qui constitue un véritable « record » à l'échelle mondiale. Il est temps d'être francs avec nous-mêmes et de voir les choses en face, d'autant que nous savons bien que la production de nourriture est une arme stratégique qui menace dangereusement l'avenir de ceux qui présentent des déficits alimentaires. Il n'y a pas, devant nous, d'autre solution que d'augmenter la production. Nous produisons deux millions de tonnes de blé ? Il faut en produire le double. Nous produisons 3,5 millions de tonnes de maïs ? Il nous faut en produire 6,5 millions. Même chose pour le riz, les légumes, les fruits et tous nos autres besoins.

O. : Tout cela est bien joli, mais ne sommes-nous pas confrontés au problème de la quadrature du cercle ? La population s'accroît jour après jour et cet accroissement engloutit le moindre gain de production. Ceci n'est pas du pessimisme mais la réalité telle que la décrivent les chiffres.

H. R. : C'est pourquoi notre parti œuvre à la création d'associations de consommateurs. De telles associations poursuivent des objectifs multiples. D'une part, il s'agit de susciter une « conscience alimentaire » chez les gens, qui tendent à réduire la proportion de perte dans notre consommation. Il s'agit ensuite d'imposer le contrôle populaire sur les marchés en organisant des campagnes de boycott contre les produits dont les prix montent de façon injustifiée. Il s'agit aussi de faire prendre conscience aux consommateurs de leurs droits et de leurs devoirs, dont la possibilité d'intenter des actions en justice contre les commerçants exploités ou contre les producteurs qui ne respectent pas les normes de qualité. Ceci ne relève pas seulement des organes gouvernementaux ou de sécurité. Les marchés doivent être surveillés par plus d'un œil et la population doit assumer sa part de responsabilité au côté des organes de surveillance et des médias pour identifier et dénoncer les carences ou les abus existants [...] La mise en œuvre de toutes ces tâches est nécessairement de la compétence des cadres du parti. Eux sont en contact avec les gens. Eux peuvent exercer une influence et se faire entendre. Le parti, ce n'est pas une vitrine rutilante derrière laquelle on se cache. Le parti c'est un travail dur, patient, qui s'engage 24 heures sur 24 au service des gens, de la sécurité des gens. Mais même quand il s'agit de partis d'opposition, on ne saurait pratiquer l'opposition 24 heures sur 24, du lever au coucher du soleil. L'opposition, de notre point de vue, c'est l'opposition aux erreurs. C'est de dire, si la consommation augmente sans justification, que la consommation augmente et qu'il faut la réduire dans les limites de ce que permet la production, sans complaisance vis-à-vis des masses et sans recherches de profils personnels ou partisans.

O. : Ainsi, le parti des Verts ne recherche ni profits personnels ni profits partisans ?

H. R. : Vous voulez dire des postes de pouvoir ? Rien n'est plus éloigné de nos préoccupations. Comme vous pouvez le constater, le président de notre parti lui-même a atteint 80 ans et son vice-président, Abd al-Salâm Dâwûd, a dépassé depuis longtemps la soixantaine. Le programme du parti s'attache à la protection de l'environnement dans lequel vit l'homme égyptien contre des dangers dont la plupart sont « made in Egypt », fabriqués de nos mains et qui se résument à la pollution de la nature, de la politique et de l'économie, ce qui ne nous laisse pas le temps de penser à la conquête du pouvoir ou de postes gouvernementaux. [...]

O. : Depuis quand date votre engagement en faveur de l'environnement ?

H. R. : Très précisément depuis 1946. J'étais à l'époque en Amérique et je suis le seul Égyptien à qui il ait été donné d'assister aux essais d'explosions nucléaires qui ont été effectués dans l'Océan pacifique, il s'agissait, en l'occurrence, d'observer les effets de l'explosion d'une bombe atomique sur les équipements navals. Une flotte complète avait donc été installée : régates, cuirassés, sous-marins, et même un porte-avions. Quant à nous, pourvus d'épaisses lentilles et bien que nous soyons installés à des dizaines de kilomètres du lieu de l'explosion, nous pûmes voir le porte-avions, soulevé dans les airs, se désintégrer en des milliers de débris éparpillés sur plus de vingt kilomètres à la ronde. Aucun esprit sain ne peut assister à de telles destructions sans tenter de s'y opposer. Par la suite, j'ai été très marqué par ce que j'ai pu lire sur l'explosion des bombes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, mais ce que j'ai vu dans le Pacifique a laissé en moi une empreinte ineffaçable.

O. : Est-ce pour cela que vous avez accepté de devenir président du parti des Verts ?

H. R. : Celui à qui revient le mérite de la constitution de ce parti est le journaliste Abd al-Salâm Dâwûd qui, le premier, a appelé dans sa rubrique « Points d'interrogation » à la protection de l'environnement égyptien, il a ainsi relaté la campagne des écologistes allemands contre la circulation de trains transportant des produits laitiers pollués, campagne qui avait contraint les autorités allemandes à détruire ces stocks. Par la suite, on a appris que les cargaisons en question étaient destinées aux ports égyptiens ! Moins de deux jours après la publication de cet appel, Abd al-Salâm Dâwûd recevait des dizaines de lettres d'adhésion au parti des Verts égyptiens. C'est ainsi que celui-ci est né. J'ai donc assisté à la première réunion et j'ai eu la surprise de voir ses membres me désigner, malgré mon âge, comme président du parti. [...]

Interview de 'Ali al-Din Salih, leader du Parti Misr al-Fatât (*Al-Ahrâm al-Iqtisadi*, 13 août 1990)

22 Traduit de l'arabe par Mariam Chehata

Al-Ahrâm al-Iqtisadi : [...] Quelles sont, pour commencer, les grandes lignes du programme du nouveau parti Misr al-Fatât pour les prochaines élections ?

'Ali al-Din Salih : Notre programme politique général et notre prochaine campagne ne font qu'un : nous n'envisageons pas de proposer des solutions temporaires pour attirer les foules à l'occasion des élections... En tête des solutions que nous préconisons figure notamment le projet du « nouveau Nil » [...] Il s'agit d'« égyptianiser » le pain, de lui rendre ses origines en l'affranchissant de sa « nationalité américaine », comme il s'agit de restituer leur souveraineté à nos

décisions économiques et politiques. Il s'agit de déclencher une « guerre de libération économique » en faisant pousser du blé dans le désert. Pour cela, il faut donner au fleuve un nouveau lit à partir du Lac du Haut-Barrage ; ce nouveau lit traversera le désert occidental et rejoindra le bassin principal après avoir irrigué environ deux millions de feddan. Projet qui répond à des problèmes aussi divers que ceux de la production, de l'inflation et de l'endettement. Il s'agit de réaliser l'autarcie [...].

Le projet du nouveau Nil prévoit aussi la transformation des facultés et instituts actuels en établissements d'enseignement industriel, agricole, technique, professionnel. Il s'agit de former une avant-garde parallèlement aux travaux d'aménagement du nouveau bassin. Ce projet, qui portera ses fruits dans une quinzaine d'années au plus tard, permettra également, par l'embauche d'un grand nombre de travailleurs, de réduire le chômage et de créer de nouvelles communautés urbaines.

A.I. : Autrement dit, votre programme est une sorte de baguette magique censée résoudre tous les problèmes de la société égyptienne...

A.S. : Je ne puis, actuellement, que proposer une solution ; aux électeurs de juger de sa pertinence... Les Égyptiens boudent les urnes car, pendant plus de trente ans, ils ont voté sans résultat. Au contraire, les problèmes sont allés en s'aggravant après chaque scrutin... Nous souhaitons que cette nouvelle Assemblée soit élue par des citoyens qui apprécieront leur droit de vote à sa juste valeur, conscient que s'ils n'en font pas bon usage et se trompent de direction, ils continueront à pâtir des problèmes [que j'évoquais plus haut...]. Nous souhaitons également que siègent à cette nouvelle Assemblée des députés qui représentent la volonté des masses et non celle du pouvoir. [...]

A.I. : Le parti Misr al-Fatât est l'un des trois partis récents qui ont été autorisés par décision judiciaire. Un parti tout juste naissant peut-il remporter les prochaines élections ?

A.S. : Nous sommes en effet un des trois « nouveaux » partis et nous avons eu l'honneur de soutenir le Parti des Verts et le Parti Unioniste Démocratique. Pourtant Misr al-Fatât est le parti le plus ancien sur la scène politique. Il date en effet de... 1933 ! Il est le plus ancien comme « patrimoine » ou « école », et le plus neuf du point de vue de son programme, de ses idées, de ses prises de position.

Tous ceux qui viennent à nous n'ont pas encore perçu les spécificités des idées que nous défendons et viennent en souvenir de ce « patrimoine ». Misr al-Fatât, à l'origine, était le parti qui a donné au peuple la Révolution de Juillet. Gamal Abdel Nasser a été membre du comité de Misr al-Fatât à Alexandrie de 1936 à 1938. Les appels de Misr al-Fatât [...] ont préparé l'avènement de la révolution. Nous réclamions l'égalité, le socialisme. Nasser allait les imposer par les armes puis par la loi. [...]

L'électeur qui vient vers nous le fait sans doute en ayant en mémoire « Misr al-Fatât » l'ancien et l'immortel, sans encore avoir pris connaissance du programme qui nous a valu du tribunal un jugement favorable. Nous prendrons part aux élections en ayant dans l'esprit que le peuple revendique une solution, exige une crédibilité. On ne nous demande pas de présenter un extrait de « casier judiciaire politique » : nous l'avons exhibé en appelant notre parti Misr al-Fatât...

A.I. : Il existe actuellement, sur la scène politique officielle, deux partis qui revendiquent leur appartenance à l'ancien Misr al-Fatât : le Parti du Travail et celui que vous présidez...

A.S. : Distinguons plus précisément le Parti Socialiste du Travail et le Front qui s'en est séparé... Ce Front, qui occupe les locaux du parti à Hada'iq al-Qubba, n'est pas une extension de Misr al-Fatât ; c'est le Parti du Travail, créé le 12 octobre 1978. Quant à savoir s'il est légal ou non, ce n'est pas notre affaire. Cette question concerne le Parti Socialiste du Travail qui siège à Port-Saïd, dans le quartier de Sayyida Zaynab.

Quant aux allégations de notre cher Ibrahim Chukri selon lesquelles son organisation constituerait un prolongement de l'ancien Misr al-Fatât, elles résultent d'une confusion entre l'organisation et sa personne... Ibrahim Chukri a été l'adjoint d'Ahmad Husayn et secrétaire général du Parti Misr al-Fatât à l'époque, avant 1952, de même qu'il était le seul député du Parti Socialiste au parlement en 1950. Mais le Parti Socialiste du Travail ne peut, quant à lui, être issu de la personne de son leader... C'est la naissance historique du Parti qui est à prendre en considération. Elle a eu lieu le 12 octobre 1978 par la volonté du président Anwar al-Sadate : quand il a formé le Parti National, il a voulu en même temps créer une opposition, à l'instar du système américain... Il a donc créé le Parti du Travail... Le président Sadate a même demandé à ses députés du Parti National d'adhérer au Parti du Travail afin que ce dernier atteigne le quorum légal et soit conforme à la loi sur les partis. Le fait avait même déclenché, à l'époque, la risée générale : des députés porteurs d'une double étiquette comme on a une double nationalité ! De plus, la Commission des partis n'a, jusqu'à présent, autorisé aucun autre parti que celui du Travail. Cette Commission semble n'avoir été formée par Anwar al-Sadate que pour permettre la création du Parti Socialiste, du Travail, à l'exclusion de tous les autres.

La prétention du Parti du Travail à constituer une extension de Misr al-Fatât n'avait pour but que de berner les fidèles de Misr al-Fatât, et nous en avons tous été dupes. Nous étions parmi les fondateurs de ce parti et avons même été membres du premier secrétariat général mais quand, quelques mois plus tard, le vernis extérieur de cette organisation s'est écaillé, laissant transparaître sa véritable couleur, j'ai été le premier à démissionner, bientôt suivi par plusieurs autres membres. Il n'existe qu'un « retour » de Misr al-Fatât : celui de 1990. Cela dit, Misr al-Fatât est une « école » et rien n'empêche que plusieurs « classes » soient promues... Si aujourd'hui apparaît un autre parti portant le nom de « Misr al-Fatât arabe » et, demain, un « Misr al-Fatât progressiste » ou encore un « Misr al-Fatât moderne », nous ne nous y opposerons pas...

A.I. : Misr al-Fatât peut-il prendre part aux prochaines élections en restant isolé des autres forces politiques et sans former d'alliance avec aucune d'entre elles ?

A.S. : Il n'est pas question, en effet, que nous établissions une liste commune avec une autre organisation. Nous sommes indépendants .et nous le resterons en ce qui concerne nos décisions, nos prises de position, notre volonté, notre parole. Notre participation aux élections ou notre action politique en tant que parti ne dépend pas de nos rapport avec les autres partis ; ce n'est pas sur l'établissement d'une alliance que repose notre force et notre popularité. Bien au contraire, une telle alliance serait un facteur d'affaiblissement : le désaveu dont pâtissent actuellement les six partis existants nous atteindrait. [...] Ces partis n'ont pas obtenu les 8 % de voix requis par la loi... Nous ne nous situons ni dans l'isolement ni dans l'alliance... Nous ne boycottons aucun parti. Rien ne nous empêche d'assister aux congrès d'autres

organisations ou d'énoncer des prises de position qui pourraient se trouver en accord avec les leurs, mais que nous affirmons en toute indépendance à la tribune de Misr al-Fatât.

A.I. : Quelle attitude adoptez-vous vis-à-vis des groupements confessionnels?

A.S. : Mais... nous sommes nous-mêmes un groupement confessionnel !... Nous proclamons qu'il n'existe qu'un seul Dieu et que Muhammad est son Envoyé, nous nous conformons aux cinq piliers de l'Islam que sont la croyance en un seul Dieu, la prière, le pèlerinage, l'aumône, le jeûne... Que nous faut-il encore pour être musulmans ? Voilà ce que nous entendons par « groupement confessionnel » au sens strict. En ce qui concerne les groupements politico-confessionnel, nous estimons que l'islam n'a pas besoin de parti : on constitue un parti sur la base d'une idéologie définie au préalable, idéologie qui justifie la formation de ce parti et qu'un groupe de personnes convaincues tentent de faire passer dans les faits par la prise du pouvoir ou la participation légale aux élections...

Il faut dire que l'islam gouverne l'Égypte depuis quatorze siècles ; la constitution est islamique et la plupart des lois sont islamiques. Je ne vois donc pas la nécessité d'une « révolution islamique » ni d'un « parti islamique » désigné tel... À cet égard, je suis en désaccord avec les Frères musulmans. [...]

A.I. : Misr al-Fatât est le seul parti à avoir été confronté, moins de deux mois après sa fondation, à des scissions, départs de responsables, etc. Il faut dire qu'il a été mêlé aux sociétés de placement de fonds...

A.S. : Aucun des dirigeants n'est parti pour cette raison. Celui qui a été expulsé était accusé de sabotage; il prétendait occuper un poste de commandement sans remplir les conditions requises. Frustré, il a attaqué le parti dans les médias en prétendant que nos locaux appartenaient à des sociétés de placement... En fait, comme tout locataire, nous occupons des locaux meublés avec un bail qui n'a rien d'une faveur mais obéit au contraire aux clauses plutôt restrictives de ce genre de contrats ; une durée limitée, un loyer élevé – deux milles livres égyptiennes... Où est donc le scandale ?

Quant aux sociétés de placement, je n'ai aucun rapport avec elles. Le propriétaire d'une des sociétés était membre du parti et, conscient d'occuper une position délicate, il a fini par présenter sa démission, que nous avons acceptée sans discussion. S'il y avait eu cohésion ou alliance entre lui et nous, il n'aurait pas présenté sa démission avec cette rapidité et nous ne l'aurions pas acceptée aussitôt... Certains diront que c'est une démission fictive... Ce à quoi je réponds que l'ingénieur Sami Mubarak a été nommé à sa place. Il reste que nous sommes à la recherche de nouveaux locaux pour en finir avec ces rumeurs qui n'ont d'autre origine que la rancœur. [...]

NOTES

1. Environ 50 % des inscrits en avril 1986; mais moins de la moitié des électeurs potentiels sont inscrits sur les listes.
2. L'élection de Frères musulmans sur les listes du parti Wafd ou du Parti du Travail ; les activités du Parti Nassérien « en voie de constitution » depuis plus de cinq ans, qui pourra même publier es qualité un journal, *Sawt al-'Arab*, interdit en août 1968 sous prétexte de tort causé aux relations extérieures de l'Égypte, en l'occurrence l'Arabie Saoudite. Voir in *Revue de la Presse Égyptienne* n° 32-33, 2^e sem. 1988, le dossier préparé par A. Roussillon sous le litre « Réassertions nassériennes ».
3. Zakariya Nîl : « Halte à l'extension du pluralisme partisan », *Al-Ahrâm*, 27 mai 1990.
4. Ahmad al-Kinâni : « Va-t-on sortir les partis congelés du frigidaire du gouvernement ? », *Al-Cha'b*, 27 mars 1990.
5. « Proportion » qui représente un autre des héritages paradoxaux de l'Union socialiste arabe. 'Amr Hashim Rabî : « Le pluripartisme en Égypte et les nouveaux partis », *Al-Ahrâm*, 27 avril 1990.
6. Salâh al-Dîn Hâfiz : « La multiplication des partis et leur désintérêt pour les problèmes des masses », *Al-Ahrâm*, 2 mai 1990.
7. La presse égyptienne ne s'y est pas trompée qui, au-delà des congratulations de rigueur vis-à-vis de « l'avancée démocratique » que constitue la création de trois nouveaux partis, a paru traiter cette question comme une sorte d'épiphénomène, tant par la très fable place consacrée à ceux-ci – qui sont par ailleurs restés extrêmement « discrets » depuis qu'ils ont accédé à l'officialité politique – que par la teneur même des articles consacrés à l'événement.
8. Ahmad al-Kinâni, art. cit.
9. Karam Jabr : « Trois partis à zéro ! » *Rose al-Yûsuf*, 23 avril 1990.
10. *Al-Cha'b*, art. cit.
11. Muhammad 'Abd al-Quddûs : « Les gens et les nouveau partis », *Al-Cha'b*, 1^{er} mai 1990.
12. Ahmad al-Kinâni, art. cit.
13. Jamâl Badawi : « Sur le mode de la préparation des tracts secrets, les tentatives de replâtrage de la loi électorale se poursuivent... », *Al-Wafd*, 21 juin 1990.
14. Projet de loi dont le texte a été publié par *Al-Wafd* du 21 Juin 1990 et par *Al-Cha'b* du 26 juin 1990.
15. « Les plans des partis pour les prochaines élections », *Rose al-Yûsuf*, 25 juin 1990.

INDEX

Mots-clés : partis politiques

AUTEUR

ALAIN ROUSSILLON

Cedex – CNRS